



Déclaration FSU CTA inter académique 6 juillet 2021

Boycott des CTSA des trois académies, boycott de la réunion conjointe des CTA des 3 académies de la Région Aura, voila des signes forts de l'opposition des personnels administratifs et enseignants à ces projets de création de services interacadémiques.

Ces services, déclinaisons de la loi Notre dans les services de l'Education Nationale, ne répondent en rien aux attentes des personnels et sont le cheval de Troie d'une gestion régionale de l'Education Nationale. La FSU ne peut accepter ces transferts, créations ou fusions de services préludes à une disparition des académies actuelles au profit d'une « académie de Région ».

Aucun bilan RH de la création du SIAMAP et du SIASEPP n'ont été présentés à ce jour dans les CTA respectifs, la présentation de l'évolution de ces effectifs n'est qu'une image superficielle de ces services. Qu'en est-il de la charge de travail, de l'évolution des qualifications, des mutations dans d'autres services, des rémunérations des personnels de ces services ?

Malgré des propos qui se voulaient rassurants depuis la première réunion conjointe des trois CTA, les perspectives proposées par les 5 projets d'arrêtés n'apportent aucune garantie ni pour les personnels ni pour la qualité des missions assurées par ces nouveaux services. La FSU note que deux de ces services sont obligatoires, les trois autres sont issus de la seule volonté de développer les services interacadémiques, au détriment des services académiques existants. Cela préfigure-t-il la disparition à terme des académies ?

Le périmètre des effectifs concernés pour chaque SIA dans chaque académie est enfin connu, mais aucune garantie n'est apportée sur la pérennité de l'implantation des SIA tri sites, ni sur la stabilité de ces effectifs et de leurs missions dans chaque académie. Or l'expérience montre que lorsqu'un service de l'État subit une restructuration, car c'est bien de cela dont il s'agit, il est à prévoir des difficultés en matière de conditions de travail, de logique de travail en équipe, de cohérence dans les réorganisations. Aucune garantie non plus sur le changement de métiers que vont subir les personnels pour conserver leur poste, ni sur la gestion des carrières en termes catégoriels et de primes.

Le transfert à l'échelon d'une région académique de services entiers pose la question de la cohérence des multisites ou d'un regroupement en monosite. Nombre de rapports officiels reconnaissent un problème avec la gestion des services multisites. La réponse, souvent « en creux », est de fermer des sites pour concentrer des missions en un seul endroit. Doit-on s'attendre à subir cette logique, destructrice des compétences des personnels ? En effet, c'est le savoir-faire, la connaissance du terrain et des problématiques de chaque territoire, la professionnalité des collègues qui travaillent dans ces services qui sont mis à mal dans cette réforme de l'organisation territoriale.

Sous couvert d'une harmonisation, de rationalité et d'une plus grande efficacité, archétypes des pratiques néo managériales, il s'agit d'une recentralisation au niveau régional de tous les services académiques à marche forcée, alors que l'expérience prouve que les logiques de proximité, de connaissance fine des conséquences d'une action et de l'efficacité administrative pour le service public sur un périmètre trop large s'amenuisent.

Siégeant dans de nombreuses instances académiques et maintenant inter académiques, nous ne pouvons que faire le rapprochement avec ce que subissent les personnels des GRETA. Le même vocabulaire et les mêmes méthodes sont à l'œuvre, pour les mêmes objectifs ! Fusion des établissements, pseudos consultations alors que tout est décidé, perte de sens des métiers pour les personnels par ailleurs en souffrance, création de nouvelles hiérarchies, éloignement des réalités du terrain, telles sont les conséquences que nous constatons dans les GRETA !

La FSU rappelle solennellement ici, dans ce cadre conjoint si mal adapté, ses revendications : maintien des académies, de leurs compétences et de leurs moyens, maintien de leur administration et services, maintien dans chaque académie des instances de décisions, de stratégie et de pilotage, organisées au plus près des élèves, des familles et des personnels !



Déclaration FSU CTA inter académique 6 juillet 2021

Boycott des CTSA des trois académies, boycott de la réunion conjointe des CTA des 3 académies de la Région Aura, voila des signes forts de l'opposition des personnels administratifs et enseignants à ces projets de création de services interacadémiques.

Ces services, déclinaisons de la loi Notre dans les services de l'Education Nationale, ne répondent en rien aux attentes des personnels et sont le cheval de Troie d'une gestion régionale de l'Education Nationale. La FSU ne peut accepter ces transferts, créations ou fusions de services préludes à une disparition des académies actuelles au profit d'une « académie de Région ».

Aucun bilan RH de la création du SIAMAP et du SIASEPP n'ont été présentés à ce jour dans les CTA respectifs, la présentation de l'évolution de ces effectifs n'est qu'une image superficielle de ces services. Qu'en est-il de la charge de travail, de l'évolution des qualifications, des mutations dans d'autres services, des rémunérations des personnels de ces services ?

Malgré des propos qui se voulaient rassurants depuis la première réunion conjointe des trois CTA, les perspectives proposées par les 5 projets d'arrêtés n'apportent aucune garantie ni pour les personnels ni pour la qualité des missions assurées par ces nouveaux services. La FSU note que deux de ces services sont obligatoires, les trois autres sont issus de la seule volonté de développer les services interacadémiques, au détriment des services académiques existants. Cela préfigure-t-il la disparition à terme des académies ?

Le périmètre des effectifs concernés pour chaque SIA dans chaque académie est enfin connu, mais aucune garantie n'est apportée sur la pérennité de l'implantation des SIA tri sites, ni sur la stabilité de ces effectifs et de leurs missions dans chaque académie. Or l'expérience montre que lorsqu'un service de l'État subit une restructuration, car c'est bien de cela dont il s'agit, il est à prévoir des difficultés en matière de conditions de travail, de logique de travail en équipe, de cohérence dans les réorganisations. Aucune garantie non plus sur le changement de métiers que vont subir les personnels pour conserver leur poste, ni sur la gestion des carrières en termes catégoriels et de primes.

Le transfert à l'échelon d'une région académique de services entiers pose la question de la cohérence des multisites ou d'un regroupement en monosite. Nombre de rapports officiels reconnaissent un problème avec la gestion des services multisites. La réponse, souvent « en creux », est de fermer des sites pour concentrer des missions en un seul endroit. Doit-on s'attendre à subir cette logique, destructrice des compétences des personnels ? En effet, c'est le savoir-faire, la connaissance du terrain et des problématiques de chaque territoire, la professionnalité des collègues qui travaillent dans ces services qui sont mis à mal dans cette réforme de l'organisation territoriale.

Sous couvert d'une harmonisation, de rationalité et d'une plus grande efficacité, archétypes des pratiques néo managériales, il s'agit d'une recentralisation au niveau régional de tous les services académiques à marche forcée, alors que l'expérience prouve que les logiques de proximité, de connaissance fine des conséquences d'une action et de l'efficacité administrative pour le service public sur un périmètre trop large s'amenuisent.

Siégeant dans de nombreuses instances académiques et maintenant inter académiques, nous ne pouvons que faire le rapprochement avec ce que subissent les personnels des GRETA. Le même vocabulaire et les mêmes méthodes sont à l'œuvre, pour les mêmes objectifs ! Fusion des établissements, pseudos consultations alors que tout est décidé, perte de sens des métiers pour les personnels par ailleurs en souffrance, création de nouvelles hiérarchies, éloignement des réalités du terrain, telles sont les conséquences que nous constatons dans les GRETA !

La FSU rappelle solennellement ici, dans ce cadre conjoint si mal adapté, ses revendications : maintien des académies, de leurs compétences et de leurs moyens, maintien de leur administration et services, maintien dans chaque académie des instances de décisions, de stratégie et de pilotage, organisées au plus près des élèves, des familles et des personnels !